



Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

22 | 2001

Autour de Décembre 1851

Fabrice BENSIMON, *Les Britanniques face à la révolution française de 1848*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2000, 450 p.

Sylvie Aprile



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/276>

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2001

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Sylvie Aprile, « Fabrice BENSIMON, *Les Britanniques face à la révolution française de 1848*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2000, 450 p. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 22 | 2001, mis en ligne le 04 septembre 2008, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/276>

Ce document a été généré automatiquement le 21 avril 2019.

Tous droits réservés

Fabrice BENSIMON, Les Britanniques face à la révolution française de 1848, Paris, Éditions L'Harmattan, 2000, 450 p.

Sylvie Aprile

- 1 Ce volumineux ouvrage reproduit avec de très légers remaniements, la thèse soutenue il y a deux ans par Fabrice Bensimon, sous la direction de Roland Marx, décédé depuis et à qui ce livre est dédié. Civilisationniste selon le terme qui distingue les spécialistes de la culture et de l'histoire des pays étrangers des historiens patentés, Fabrice Bensimon s'est emparé de l'histoire politique française de la révolution de 1848 mais pour éclairer les craintes et les perceptions des Britanniques. Ancré sur une étude du court terme — les premiers mois de la Seconde République —, le livre est une plongée dans la diplomatie anglaise, les échecs du chartisme et leurs conséquences, la question irlandaise. Fort heureusement, pour le lecteur français peu familiarisé avec l'histoire britannique, les arcanes du pouvoir, de l'opposition et les modes d'expression de l'opinion publique anglaise, l'auteur sait faire d'utiles rappels et le guider par des explications simples et des notes fournies. La problématique de l'ouvrage part d'une constatation simple en apparence : l'Angleterre n'a pas connu de printemps des peuples. Pourtant cette stabilité du pouvoir n'a pas écarté toute contestation et a provoqué de multiples réactions qu'il convenait de mieux connaître. Il faut tout d'abord s'interroger sur les réactions de l'État. Le pouvoir britannique est complexe, constitué par la cour, le cabinet, le Foreign office et le Parlement qui ont chacun leur approche des relations franco-britanniques, elles-mêmes enjeu des relations entre ces différentes composantes étatiques. Les relations diplomatiques entre les deux pays sont largement tributaires de la longue durée et de la tumultueuse histoire des rapports franco-britanniques mais aussi d'événements récents comme l'affaire des mariages espagnols. L'auteur fait un rappel rapide et précis des héritages : Révolution de 1789 et guerres napoléoniennes mais aussi entente cordiale à éclipses. Il analyse avec précision la récurrence du thème de l'invasion française liée dans

les années 1840 au développement de la marine à vapeur. Elle renaît d'ailleurs non après la révolution de février mais un mois auparavant en liaison avec ces enjeux diplomatiques oubliés. Cette panique permet alors de justifier une augmentation des défenses militaires peu populaires.

La révolution de février et surtout la chute de Louis-Philippe ne produisent guère d'émotions mais engendrent une crise intérieure entre la Cour et le Foreign Office. Victoria et Albert tentent de peser sur ce domaine étranger que "Pam" — Palmerston — gère comme une affaire privée. Ceci explique les longs mois de tractations autour de la question de la reconnaissance de la Seconde République. Les Anglais sont bien entendu tenus informés par leur ambassadeur, Normanby de l'évolution des journées révolutionnaires et s'inquiètent surtout des possibles solidarités avec le mouvement chartiste. L'échec de la manifestation et le rejet de la pétition du 10 avril sont bien connus mais on connaît moins l'usage de l'exemple français dans les formes de mobilisations des chartistes en province. Le pouvoir use de moyens répressifs et s'appuie également sur l'Église anglicane qui stigmatise à la fois le républicanisme et le papisme des révolutionnaires français. L'auteur est ici un peu trop allusif sur les échanges politiques entre réfugiés européens et militants chartistes : il nous renvoie à l'étude faite par Margot Finn dans son ouvrage *After Chartism* qui elle-même n'a mené qu'une analyse peu approfondie de ces questions. On aimerait mieux connaître cette vie sociale autour d'événements comme ces baptêmes chartistes ou ces banquets d'anniversaire de la révolution de février.

Plus encore que le chartisme, l'Irlande inquiète le pouvoir britannique. Fabrice Bensimon rappelle l'arrière-plan économique et social de la famine et dresse un synthétique bilan historiographique de la question. En 1848, le drame de l'Irlande n'est plus directement à la une en Grande-Bretagne, si ce n'est à travers des propos xénophobes sur la violence paysanne et l'émigration irlandaise en Grande-Bretagne. L'invasion irlandaise est comparée à l'invasion française. La situation économique provoque à la fois la prostration des Irlandais et relance un mouvement politique antérieur à 1848. Celui-ci s'est scindé en 1847, en deux tendances principales, Vieille Irlande de Daniel O'Connell et de ses fils, et Jeune Irlande, qui incarnent le mouvement pour l'abrogation de l'acte d'union. Les deux tendances ne se distinguent guère par leurs revendications ou leur radicalisme et prônent la non-violence. Pourtant leurs membres sont transportés de joie à l'annonce de la révolution de février, exemple à suivre. L'espoir d'une possible imitation n'est pas la seule cause de leur enthousiasme. Les Repealers analysent la révolution française comme une sorte de second front, et de nouvelle donne des rapports européens, moins favorables à la toute puissance britannique. Le mouvement nationaliste retrouve alors son unité et les dirigeants de la Confédération irlandaise décident même de s'allier aux chartistes dont ils réprouvaient jusqu'à ce jour les objectifs démocratiques et le caractère trop ouvrier. L'Irlande, pays agraire, est assez peu perméable aux idées socialistes qui s'expriment alors largement en France, même si le droit au travail trouve un écho favorable au sien de l'aile radicale du mouvement. Les nationalistes irlandais espèrent une aide armée et diplomatique de la France, et comme tant d'autres en Europe sont déçus par les déclarations de Lamartine — n'a-t-il pas d'ailleurs une épouse anglaise ? La délégation irlandaise à Paris a compris qu'elle ne serait pas encouragée par la France. Le gouvernement britannique adopte par ailleurs la manière forte et fait adopter un nouveau Bill, qui permet de poursuivre, juger et déporter rapidement les chefs de la Confédération. La répression divise les militants : la Jeune Irlande appelle à la révolte armée ce que condamne toujours la Confédération irlandaise. En juillet 1848, le soulèvement avorte : le clergé catholique hostile à la rébellion a certainement joué un

rôle déterminant. La mort de monseigneur Affre à Paris et les difficultés de Pie IX ont certainement participé à leur rejet de toutes actions violentes. Les insurgés sont déportés en Tasmanie, certains gagnent ensuite les États-Unis.

La révolution de février suscite bien entendu des commentaires et des analyses chez les parlementaires britanniques. Les Whigs réagissent surtout avec vigueur contre les projet sociaux français et réaffirment la supériorité des institutions britanniques. Celle-ci s'explique par la maturité des classes sociales anglaises : esprit de sacrifice de l'aristocratie qui a accepté en 1846 l'abolition des Corn Laws, et bon sens des classes moyennes qui les conduit à préférer la modération à l'aventure révolutionnaire. Quelle que soit leur position, les députés s'accordent sur le fait que la Grande-Bretagne doit rester à l'écart de ce qui se passe en France.

La troisième partie de l'ouvrage, intitulée "la France en révolution, miroir des maux et des espérances de la Grande-Bretagne", s'attache à élargir la perspective à l'étude de l'opinion publique britannique. Fabrice Bensimon fait ici preuve de plus d'originalité en s'attachant au problème de l'image, de la représentation de la révolution française de 1848, thème peu abordé jusqu'à présent. L'iconographie, et en particulier l'image satirique, sont des supports privilégiés de cette analyse du message anti-révolutionnaire qui prédomine dans la presse et qui montre les formes à la fois multiples et récurrentes des stéréotypes gallophobes. La versatilité, la violence, l'amoralisme mais aussi le papisme des Français reviennent sous la plume et le trait des publicistes.

On peut regretter quelques défauts de mise en forme — tel l'inexplicable premier paragraphe, qui contient d'énormes coquilles — ; et relever quelques incertitudes historiques, notamment sur la date du manifeste à l'Europe placé du 4 au 6 mars.

Une comparaison entre la réception de la révolution de 1848 en Grande-Bretagne et dans d'autres pays européens ou aux États-Unis aurait peut être permis d'évaluer la spécificité réelle ou construite des relations franco-britanniques. On reste quelque peu sur sa faim quant à l'analyse des événements faite à chaud par les témoins et les historiens britanniques. Il faut toutefois faire une exception concernant l'analyse détaillée et fort précieuse de la joute intellectuelle entre lord Henry Brougham et Stuart Mill au sujet de la révolution française de 1848. Les deux hommes reproduisent alors, à près de soixante ans d'écart, la controverse qui avait opposé Thomas Paine à Edmund Burke. L'étude des termes "mob" et "populace" précise cette nécessaire analyse sémantique de la "politique des mots" que l'on aurait peut-être souhaitée plus systématique. L'historiographie n'apparaît qu'en épilogue. Mais il s'agit — on en conviendra aisément — d'un autre sujet. Il reste ainsi à Fabrice Bensimon des pistes à explorer qui combleront une recherche historique française bien indigente en ce domaine étranger et répondront à la curiosité de son lecteur.